



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 13 – 7 au 20 septembre 2022

Sommaire

Fait marquant

- Michelle Donelan a été nommée ministre du numérique, de la culture, des médias et des sports

Economie numérique et régulation

- Le gouvernement a lancé le *Scale-up visa* pour faciliter le recrutement de talents internationaux des entreprises à forte croissance
- La *Competition and Markets Authority* ouvre une enquête approfondie sur le rachat d'*Activision Blizzard* par *Microsoft*
- Un syndicat attaque *Deliveroo* devant la Cour suprême britannique afin que le statut de « travailleur » soit reconnu aux livreurs de la plateforme

Télécommunications et réseaux

- Le gouvernement a publié un projet de code de conduite dans le cadre de l'application du *Telecommunications (Security) Act 2021*

Données et intelligence artificielle

- L'examen du *Data Protection and Digital Information Bill* à la *House of Commons* est reporté à une date non définie

Cyber-sécurité

- Le Royaume-Uni attribue au gouvernement iranien la série de cyber-attaques intervenue contre le gouvernement albanais en juillet dernier

Spatial

- Le gouvernement a autorisé la prise de participation au capital de *Reaction Engines Limited* par le fonds émirati *Tamazun Strategic Development Fund*

Nouvelles technologies

- L'entreprise britannique *Bullitt* va lancer un service de messagerie satellitaire

Ecosystème tech

- *British Business Investments* s'est engagé à investir 30 M€ dans le fonds de dette à risque *Atempo Growth* afin de soutenir les entreprises à croissance rapide

Fait marquant : Michelle Donelan a été nommée ministre du numérique, de la culture, des médias et des sports

Michelle Donelan, députée de *Chippeham (Witshire)* depuis 2015, a été nommée ministre du *Department for Digital, Culture, Media & Sport (DCMS)*. Elle avait siégé au Comité de l'éducation de la Chambre des communes de 2015 à 2018, avant d'être nommée *whip* (en charge de la discipline des parlementaires de la majorité) de juillet 2019 à février 2020. Elle fut secrétaire d'État à l'enseignement supérieur et à la formation continue à partir de février 2020. Fortement investie dans la défense de la liberté d'expression, elle a porté le *Higher Education (Freedom of Speech) Bill* au Parlement, texte qui vise à garantir le respect du principe de liberté d'expression dans l'enseignement supérieur. Michelle Donelan a été promue ministre de l'éducation le 5 juillet 2022, mais a démissionné deux jours plus tard, considérant que Boris Johnson avait mis les membres du gouvernement « dans une situation intenable ». Favorable au « *remain* » avant le référendum de 2016, elle soutient depuis la position du gouvernement sur le Brexit. Pendant la campagne, elle a souligné son attachement à la promesse de réduction des impôts et à la nécessité de déverrouiller l'investissement dans le numérique à travers le pays, en concentrant l'investissement dans les *scale-ups*. Elle sera chargée de mettre en œuvre les priorités de la nouvelle Première ministre dans le domaine du numérique. Bien que cette thématique n'ait pas occupé une place centrale dans la campagne, les déclarations de Liz Truss sur quelques dossiers clés laissent penser qu'il y aura plutôt une continuité dans la politique numérique britannique :

- sur l'[Online Safety Bill](#) : si la Première ministre a fait part de son soutien au projet de loi, elle a toutefois [indiqué](#) qu'elle chercherait à l'amender pour atténuer, voire supprimer, les exigences concernant les contenus « *legal but harmful* » pour les adultes, considérant qu'elles portaient atteinte au principe de liberté d'expression. Michelle Donelan, qui s'est montrée très attachée à ce principe, devrait soutenir également une telle évolution ;
- sur le [Digital Markets, Competition and Consumer Bill](#) : Liz Truss s'est [engagée](#) à consacrer un « temps parlementaire prioritaire » à ce projet de loi à l'automne. Pour mémoire, il vise à conférer des pouvoirs spécifiques de régulation à la *Digital Markets*

Unit (DMU), nouvelle unité au sein de l'autorité de la concurrence britannique dédiée aux grandes plate-formes du numérique. Le gouvernement précédent s'était simplement engagé à publier un *draft* (version préliminaire) du projet de loi au cours de la session parlementaire en cours, ce qui avait été accueilli avec [déception](#) par une grande partie de l'industrie ;

- sur le [Data Protection and Digital Information Bill](#) : bien que la Première ministre ne se soit pas encore prononcée publiquement sur ce projet de loi modifiant le cadre législatif de protection des données britannique, celui-ci s'inscrit plus largement dans son programme de déréglementation et de réduction des coûts de mise en conformité pour les entreprises britanniques. Les mois à venir diront si son gouvernement maintiendra ces propositions, qui pourraient faire peser un [risque](#) sur le maintien de la décision d'adéquation accordée par l'UE ;
- sur le [Financial Services and Markets Bill](#) : la nouvelle Première ministre a confirmé son soutien au projet de loi et a exprimé sa volonté à plusieurs reprises de favoriser l'activité de la City de Londres en s'écartant des règles de l'UE. Elle pourrait ainsi avancer les réformes prévues afin de diverger des réglementations européennes *Solvabilité 2* et *Mifid2* pour favoriser les investissements dans les infrastructures et les fonds de capital-risque et pour réformer les règles de cotation afin d'encourager davantage les introductions à la bourse de Londres.

🌐 Economie numérique et régulation

1 Le gouvernement a lancé le *Scale-up visa* pour faciliter le recrutement de talents internationaux des entreprises à forte croissance

Le [Scale-up visa](#) vise à offrir une plus grande souplesse aux *scale-ups* (entreprises à forte croissance) afin d'accélérer leur recrutement de talents internationaux hautement qualifiés. Il s'adresse aux entreprises justifiant d'une croissance d'au moins 20 % - en termes d'emploi ou de chiffre d'affaires - sur un an et pendant au moins trois années consécutives, et qui comptaient au moins dix employés au début de cette période de trois ans. Les travailleurs éligibles recevront une autorisation de séjour de deux ans et ne seront pas soumis à l'obligation de recevoir un nouveau parrainage ou autorisation au-delà des six premiers mois. Selon le gouvernement, ce visa, basé sur la recommandation de la [Kalifa Review](#) (rapport sur les *fintech*), entend essentiellement attirer des scientifiques, ingénieurs, programmeurs, développeurs de logiciels, économistes, techniciens. Lors de la campagne qui vient de

s'achever, Liz Truss a d'ailleurs [déclaré](#) qu'elle souhaitait que l'investissement dans le numérique se concentre davantage dans les *scale-ups*.

2 La Competition and Markets Authority ouvre une enquête approfondie sur l'opération de rachat d'Activision Blizzard par Microsoft

Après l'ouverture d'une [première phase d'enquête](#) en juillet dernier, la *Competition and Markets Authority* (autorité de concurrence – CMA), a annoncé le 15 septembre qu'elle ouvrait une [enquête approfondie](#) (qui prendra fin le 1^{er} mars 2023) sur le projet d'acquisition d'Activision Blizzard par Microsoft. Le 1^{er} septembre, la CMA avait donné cinq jours aux entreprises pour lui proposer des engagements correctifs qui auraient permis de mettre fin à la procédure, mais Microsoft n'avait pas souhaité proposer de tels engagements à ce stade de la procédure. L'autorité a estimé qu'au regard des informations à sa disposition, l'opération pourrait diminuer de façon substantielle la concurrence sur un ou plusieurs marchés au Royaume-Uni (marchés des consoles de jeux, des jeux par abonnement et du *cloud gaming*). Cette décision intervient une semaine après que Sony (principal concurrent de Microsoft) a [accusé](#) Microsoft d'avoir induit en erreur l'industrie du jeu et les autorités de régulation, en s'engageant à conserver *Call of Duty* (jeu développé par Activision Blizzard) sur les consoles PlayStation (fabriquées par Sony) : selon Sony, l'engagement de Microsoft ne vaudrait en réalité que pour un nombre limité d'années. L'opération fait également l'objet d'une enquête préliminaire de la Commission européenne, qui pourrait à son tour décider d'ouvrir une phase d'enquête approfondie.

3 Un syndicat attaque Deliveroo devant la Cour suprême britannique afin de contraindre la plateforme à reconnaître le statut de « travailleur » à ses livreurs

L'*Independent Workers' Union of Great Britain* (le syndicat comptant le plus de travailleurs de plateformes parmi ses adhérents – IWGB) a [annoncé](#) avoir saisi la Cour suprême britannique afin de contraindre l'entreprise de livraison de repas Deliveroo à accorder le statut de « travailleur » à ses livreurs. Le passage du statut d'« entrepreneur indépendant » à celui de « travailleur » leur donnerait droit au salaire minimum et à des avantages sociaux, tels que les congés payés et maladie. Le syndicat cherche à obtenir des droits de négociation collective pour les coursiers de Deliveroo depuis 2016. Un porte-parole de Deliveroo a déclaré à [UKTN](#) : « Les tribunaux britanniques ont jugé à plusieurs reprises que les coursiers Deliveroo étaient des travailleurs indépendants, ce qui est le seul et unique statut qui offre aux coursiers la liberté et le contrôle qu'ils apprécient ».

📡 Télécommunications et réseaux

1 Le gouvernement a publié un projet de code de conduite dans le cadre de l'application du *Telecommunications (Security) Act 2021*

Le gouvernement a publié un [projet de code de conduite](#) à destination des opérateurs de télécommunications britanniques dans le cadre de la mise en œuvre du *Telecommunications (Security) Act 2021* (texte destiné à adapter la sécurité des réseaux de télécommunications à la 5G et la fibre optique). La publication du code de conduite intervient après la publication de la réponse du gouvernement à sa consultation « [Proposals for new telecoms security regulations and code of practice](#) ». Avec ce code de conduite, le gouvernement entend renforcer les obligations générales de sécurité des fournisseurs publics de télécommunications, édicter des mesures de sécurité spécifiques additionnelles et fournir un guide technique détaillé aux fournisseurs de télécommunications privés et publics de moyenne et grande taille. En parallèle, le gouvernement a également publié un [sondage](#) qui offre un panorama des opérateurs de télécommunications au R-U.

📊 Données et intelligence artificielle

1 L'examen du *Data Protection and Digital Information Bill* à la House of Commons est reporté à une date non définie

L'examen en deuxième lecture du *Data Protection and Digital Information Bill* (projet de loi qui entend modifier le cadre de protection des données au R-U) était supposé reprendre le 5 septembre à la *House of Commons*, mais a été [reporté](#) à une date non définie, en raison de l'élection le jour-même de Liz Truss au poste de Première ministre.

📡 Cyber-sécurité

1 Le Royaume-Uni attribue à l'Etat iranien la série de cyber-attaques menée contre le gouvernement albanais en juillet dernier

Le 7 septembre, le gouvernement britannique a [condamné](#) l'Etat iranien pour la série de cyber-attaques ayant visé le gouvernement albanais en juillet dernier, et a rappelé son soutien à son allié albanais, membre de l'OTAN. Le *National Cyber Security Centre* (centre national de cybersécurité – NCSC) estime qu'il existe une forte probabilité pour que ces attaques - qui ont détruit des données, perturbé le fonctionnement de services publics essentiels et dévoilé des emails du Premier ministre et du ministre des affaires étrangères - aient été menées par

des cyber-hackers liés au gouvernement iranien. Le NCSC estime que l'Iran est un acteur cybernétique « agressif et compétent » qui dispose de puissants outils « perturbateurs et destructeurs ». En février 2022, le *National Cyber Security Centre* – en coopération avec d'autres autorités nationales – avait publié un avis conjoint dénonçant les pratiques d'un groupe lié à l'Etat iranien menant des activités de cyber-espionnage.

❖ Spatial

1 Le gouvernement a autorisé, sous certaines conditions, la prise de participation au capital de *Reaction Engines* par le fonds émirati *Tawazun Strategic Development Fund*

Le gouvernement a estimé que l'entrée au capital de *Reaction Engines*, une entreprise britannique spécialisée dans la fabrication de systèmes de propulsion spatiale au sein de laquelle le gouvernement britannique détient des parts, par le fonds émirati *Tawazun Strategic Development Fund*, ne posait pas de risque pour la sécurité nationale au regard du *National Security and Investment Act 2021*. Cette décision est toutefois soumise au respect de certaines conditions imposées par le gouvernement (qu'il n'a pas dévoilées), considérant que la dimension duale de la technologie développée par *Reaction Engines* emporte un risque que des acteurs hostiles puissent accéder secrètement à la technologie développée par l'entreprise, et ainsi, faire peser une menace sur la sécurité nationale du R-U.

❖ Nouvelles technologies

1 L'entreprise britannique *Bullitt* va lancer un service de messagerie satellitaire

L'entreprise britannique *Bullitt*, premier fabricant mondial de téléphones robustes, a annoncé qu'elle travaillait - en collaboration avec un fabricant de puces et un opérateur d'infrastructure de réseau satellitaire - depuis deux ans au développement d'un service de messagerie satellitaire. En cas d'absence de couverture réseau cellulaire ou *wifi*, ce service permettrait de se connecter automatiquement à l'un des deux réseaux mondiaux de satellites. Selon la *BBC*, ce service devrait être lancé en février 2023 et être disponible sur les téléphones développés par *Bullitt*, quel que soit l'opérateur téléphonique. Il permettrait également à toute personne disposant d'un téléphone de télécharger une application permettant de recevoir un message envoyé par ce service. L'entreprise entend directement concurrencer *Apple*, qui a annoncé que le prochain *iPhone 14* proposerait un service d'envoi de message d'urgence par satellite, et, *Tesla*, qui travaille au développement d'un service de téléphonie mobile par satellite en collaboration avec l'opérateur *T-Mobile*.

Ecosystème tech

1 *British Business Investments s'est engagé à investir 30 M€ dans le fonds de dette à risque Atempo Growth afin de soutenir les entreprises à croissance rapide*

Le 7 septembre, le [British Business Investments](#) (filiale commerciale de la *British Business Bank* ayant pour objectif d'augmenter l'offre et la diversité des financements pour les petites entreprises) a [annoncé](#) un engagement initial à investir 30 M€ dans le fonds de dette à risque [Atempo Growth](#). *Atempo Growth* est un fonds britannique créé en 2021 et spécialisé dans le financement d'entreprises technologiques à forte croissance via de la dette à risque. Dans son communiqué, *British Business Investments* estime que dans un contexte de forte croissance du marché de la dette à risque, son investissement dans *Atempo Growth* « soutiendra les entreprises technologiques à croissance rapide à travers le pays ».

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 7 et 20 septembre 2022 :

- [Exchange Art](#), NFT MarketPlace (plateforme de facilitation d'échange d'œuvres d'art digitales), [Seed Round, 2,78 M£](#)
- [MailChain](#), Messaging (plateforme de messagerie sur le Web3), [Seed Round, 3,99 M£](#)
- [Cledara](#), Software (plateforme de gestion de logiciels), [Série A, 20 M\\$](#)
- [PolyAI](#), SupportTech (propose un service d'assistance vocale par intelligence artificielle pour les services clients d'entreprises), [Série B, 40 M\\$](#)
- [LiveScore](#), SportsTech (plateforme de publication de résultats sportifs en direct), [Corporate Round, 50 M£](#)
- [Healthily](#), HealthTech (plateforme qui utilise l'IA afin d'aider les patients à établir un diagnostic sur la maladie dont ils pourraient être atteints), [Funding Round, 20 M\\$](#)
- [Tesseract](#), EnergyTech (fournisseur d'énergie verte décentralisée), [Funding Round, 78,7 M€](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international